

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 20 novembre 2009

**A Madame l'Administrateur du Projet de
Promotion des Investissements Privés (PIIP)
S/C Agence Nationale chargée de la Promotion
De l'Investissement et des Grands Travaux
(APIX SA) - 52, Rue Mohamed V - Dakar**

Madame l'Administrateur,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification du processus de passation des marchés ainsi que des contrats signés par l'Agence de l'Informatique de l'État (ADIE) pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes. Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats de l'ADIE avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Nouveau Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Ces travaux appellent de notre part les réserves ci – après :

1. Réserves

- des contrats non inclus dans le plan de passation des marchés ont été signés avec différents prestataires en violation des dispositions de l'article 6 NCMP. La valeur cumulée desdits contrats se chiffre à 150 451 987 F CFA ;
- un contrat d'un montant estimé à 24 804 780 F CFA TTC a été conclu le 31 mars 2008 avec la société ALINIS pour une mission d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour la mise en œuvre du Projet SAFI d'informatisation des formalités administratives (Système Administratif des Formulaires Informatisés). Cette mission de conduite du changement pour la mise en place de télé - procédures a été attribuée à ALINIS en violation des dispositions de l'article 79 du NCMP. Ce marché dont le montant se situe, à la limite du seuil de passation

des marchés par appel d'offres, aurait dû donner lieu à une Demande de Manifestations d'Intérêt suivie d'une Demande de Propositions adressée aux consultants retenus à la suite de l'évaluation des manifestations d'intérêt ;

- un contrat par entente directe non autorisée d'un montant estimé à 24 780 000 F CFA a été conclu, le 10 avril 2008, avec COMMONSYS SARL pour une mission d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage et de Gestion du Projet SAFI. La sélection COMMONSYS a été effectuée en violation des dispositions des articles 75, 76 et 79 du NCMP. En réalité, il s'agit d'un marché avec un consultant individuel longue durée de l'ADIE qui, au terme de son premier contrat, a créé une SARL avec laquelle l'ADIE a signé un marché pour que ledit Consultant Individuel devenu Cabinet – Conseil, continue le pilotage du Projet SAFI dont il avait la charge. Les honoraires relatifs aux deux contrats d'AMO ci – avant mentionnés flirtent tous avec le seuil de passation des marchés par appel d'offres laissant entrevoir une volonté se situer en dessous du seuil de 25 000 000 F CFA pour les services de consultants ;
- un marché d'un montant global de 19 757 638 F CFA (fractionné en deux commandes de montants respectifs 9 806 274 F CFA et 9 951 364 F CFA) a été attribué par entente directe non autorisée à la société SINTEL, partenaire de ELEXO, pour la confection de socles et de pylônes destinés à recevoir le dispositif de communication sans fil fourni par ELEXO dans le cadre de l'OCI;
- deux contrats par entente directe non autorisée ont été conclus avec Business Center Liaison (BCL) qui intervient sur les installations du Méridien Président, pour des montants respectifs de 22 833 000 F CFA et 15 930 000 F CFA pour des prestations portant sur la diffusion d'images sur écran LCD et pour la couverture wifi et filaire de l'hôtel et du palais des congrès du Méridien Président dans le cadre de l'OCI;
- deux achats fractionnés d'onduleurs ont été effectués par DRP auprès de Richard Equipement pour des montants respectifs de 25 885 070 F CFA et 27 807 054 F CFA dépassant les seuils de passation des marchés par appel d'offres en violation des dispositions des articles 53 et 77 du NCMP relatif aux seuils de passation des marchés. L'incohérence des dates de livraison et de réception technique et la flexibilité des dates d'établissement des factures pro forma font peser une incertitude sur la régularité de cette procédure qui comprend tous les artifices de la régularisation proscrite par l'article 44 du Codes des Obligations de l'Administration

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitude

l'ADIE s'est dotée d'une Commission Interne des Marchés qui a conduit toutes ses opérations de passation des marchés alors qu'elle est une agence sans personnalité morale et qu'à ce titre, elle aurait dû se référer à la Commission des Marchés et à la Cellule de Passation des Marchés du Secrétariat Général de la Présidence de la République pour la conduite desdites opérations de passation des marchés.

A notre avis, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

SOMMAIRE

	Lexique des abréviations et sigles	5
1	Synthèse des non conformités identifiées et formulation de recommandations	6
1.1	Non conformités identifiées	6
1.2	Formulation de recommandations	8
1.3	Tableau récapitulatif des violations du NCMP par marché	9
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	15
2.1	Contexte de l'intervention	15
2.2	Objectifs de la mission	15
2.3	Tâches du consultant	16
2.4	Rapports attendus et durée de la mission	18
3	Approche méthodologique	20
3.1	Revue des textes	20
3.2	Analyse de l'environnement de la passation des marches	21
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marches	21
4	Résultats de nos travaux	24
4.1	Observations sur l'environnement de la passation des marches	24
4.2	Périmètre Couvert	25
4.3	Examen des marchés	27
4.3.1	Marchés conclus par Entente Directe	27
4.3.2	Marchés conclus par Demande de Propositions	34
4.3.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	36
	Annexe 1 : Marchés conclus par Entente Directe	48
	Annexe 2 : Marchés conclus par Demande de Proposition	50
	Annexe 3 : Contrats conclus par DRP examinées	52
	Annexe 4 : Répartition par fournisseur des DRP examinées	54
	Annexe 5 : Cumul des DRP par types d'acquisition	56

Liste des abréviations et sigles

AC	Autorités Contractantes
ADIE	Agence de l'Informatique de l'Etat
AO	Appel d'Offres
AOM	Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres restreint
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
COF	Coordonateur des Opérations Financières
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Demande d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MOD	Maîtrise d'ouvrage Déléguée
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
NTM	Note Technique Minimale
OCI	Organisation pour la Conférence Islamique
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
SG	Secrétaire Général
SGPR	Secrétariat Général de la Présidence
SAFI	Système Administratif des Formulaires Informatisés
TDR	Termes De Référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

1. SYNTHESE DES NON CONFORMITES IDENTIFIEES ET FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

1.1 NON CONFORMITES IDENTIFIEES

SYNTHESE DES NON CONFORMITES

Les non conformités relevées se présentent comme suit :

1. des contrats non inclus dans le plan de passation des marchés ont été signés avec différents prestataires en violation des dispositions de l'article 6 NCMP. La valeur cumulée desdits contrats se chiffre à 150 451 987 F CFA;
2. un contrat d'un montant estimé à 24 804 780 F CFA TTC a été conclu le 31 mars 2008 avec la société ALINIS pour une mission d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour la mise en œuvre du Projet SAFI d'informatisation des formalités administratives (Système Administratif des Formulaires Informatisés). Cette mission de conduite du changement pour la mise en place de télé - procédures a été attribuée à ALINIS en violation des dispositions de l'article 79 du NCMP. Ce marché dont le montant se situe, manifestement à dessein, à la limite du seuil de passation des marchés par appel d'offres, aurait dû donner lieu à une Demande de Manifestation d'Intérêt suivie d'une Demande de Proposition adressée aux consultants retenus à la suite de l'évaluation des manifestations d'intérêt ;
3. un contrat par entente directe non autorisée d'un montant estimé à 24 780 000 F CFA a été conclu, le 10 avril 2008, avec COMMONSYS SARL pour une mission d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage et de Gestion du Projet SAFI. La sélection COMMONSYS a été effectuée en violation des dispositions des articles 75, 76 et 79 du NCMP. En réalité, il s'agit d'un marché avec un consultant individuel longue durée de l'ADIE qui, au terme de son premier contrat, a créé une SARL avec laquelle l'ADIE a signé un marché pour que ledit Consultant Individuel devenu Cabinet – Conseil, continue le pilotage du Projet SAFI dont il avait la charge. Les honoraires relatifs aux deux contrats d'AMO ci – avant mentionnés flirtent tous avec le seuil de passation des marchés par appel d'offres laissant entrevoir une volonté se situer en dessous du seuil de 25 000 000 F CFA pour les services de consultants ;
4. deux marchés d'un montant global de 19 757 638 F CFA ont été attribués par entente directe non autorisée à la société SINTEL, partenaire de ELEXO, pour la confection de socles et de pylônes destinés à recevoir le dispositif de communication sans fil fourni par ELEXO dans le cadre de l'OCI;
5. deux contrats par entente directe non autorisée ont été conclus avec Business Center Liaison (BCL) pour des montants respectifs de 22 833 000 F CFA et 15 930 000 F CFA pour des prestations portant sur la diffusion d'images sur écran LCD et pour la couverture wifi et filaire de l'hôtel et du palais des congrès du Méridien Président dans le cadre de l'OCI;

SYNTHESE DES NON CONFORMITES

6. deux achats fractionnés d'onduleurs ont été effectués par DRP auprès de Richard Equipement pour des montants respectifs de 25 885 070 F CFA et 27 807 054 F CFA dépassant les seuils de passation des marchés par appel d'offres en violation des dispositions des article 53 et 77 du NCMP relatif aux seuils de passation des marchés. L'incohérence des dates de livraison et de réception technique et la flexibilité des dates d'établissement des factures pro forma font peser une incertitude sur la régularité de cette procédure qui comprend tous les artifices de la régularisation proscrite par l'article 44 du Codes des Obligations de l'Administration
7. des marchés conclus par entente directe ne sont pas soumis à un contrôle spécifique des prix de revient (art 75 du NCMP)
8. la convocation des membres de la commission des marchés n'est pas toujours formalisée ;
9. des documents de passation n'ont pas été versés dans le dossier;
10. une insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires ;
11. les candidats non retenus ne sont pas informés conformément à l'article 67 – 4 du NCMP;
12. dix neuf des vingt trois DRP composant l'échantillon contrôlé ne figurent pas dans le Plan de Passation des Marchés contrevenant ainsi aux dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre N° 003 PM du 20 novembre 2007 qui frappe de nullité tout contrat qui n'est pas préalablement inscrit sur le PPM à l'exception de ceux visés par l'article 76 alinéa 1 du NCMP. Leur montant est estimé à 150 451 987 F CFA TTC.
13. des procès verbaux d'ouverture des plis intègrent également les rapports d'évaluation technique, financière et la proposition d'attribution alors que l'élaboration de documents distincts auraient été plus indiquée ;
14. certaines pièces importantes n'ont pas été fournies pour plusieurs marchés (cahier des charges, lettres de consultation, bon de commande, contrat, bon de livraison, procès verbaux de réception...) illustrant les déficiences du système de classement et d'archivage des documents de passation des marchés;
15. des factures pro - forma présentées à l'appui des consultations ne répondent pas aux conditions de forme que doit remplir une facture : (NINEA non mentionné, N° Registre de Commerce non indiqué, etc.).
16. la consultation des fournisseurs n'est pas toujours formalisée et les dossiers administratifs ne sont pas exigés aux prestataires conformément aux articles 43, 45 et 46 du NCMP ;
17. les dossiers de passation des marchés ne sont pas classés conformément aux directives de l'ARMP en la matière ;
18. des certificats administratifs ont été établis avant la réalisation complète des prestations ;
19. les critères d'évaluation des demandes de manifestation d'intérêt ne sont pas suffisamment précis

1.2 FORMULATION DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DE RECOMMANDATIONS

1. se conformer aux dispositions de l'article 6 du NCMP relatif à l'inscription préalable des acquisitions dans le PPM.
2. les pré - requis pour bénéficier d'une autorisation de passation de marchés par entente directe sont précisés dans les articles 75 et 76 du NCMP qui n'intègrent pas le motif d'urgence jadis invoqué pour recourir à ce mode de passation.
3. les marchés par entente directe doivent toujours inclure une clause portant sur les obligations de transparence d'informations financières et comptables auxquelles le titulaire du marché sera soumis en vue de permettre ce contrôle (article 75). Toutefois, nous estimons que l'application de cette disposition du NCMP reste difficile à mettre en œuvre en raison d'une part, de la liberté donnée aux entreprises en matière d'organisation et de structuration de leurs systèmes de comptabilité analytique et d'autre part, de la difficulté de mettre en œuvre ces contrôles qui requièrent, dans certains cas, le recours à une expertise extérieure génératrice de coûts additionnels dont la prise en charge par l'autorité contractante n'est pas prévue dans les budgets.
4. en cas de motif de passation de marchés par entente directe basé sur un droit d'exclusivité, l'autorité contractante doit joindre, à l'appui de sa lettre de demande d'autorisation, les pièces justificatives du droit d'exclusivité.
5. les critères d'évaluation des manifestations d'intérêt de même que ceux d'offres techniques et financières doivent être bien précis dans les documents de publicité, les termes de référence, les cahiers de charges, les DAC en général afin d'éviter toute complaisance dans le classement ou la notation des candidats (article 59 du NCMP) ;
6. les candidats non retenus à l'issue de la Manifestation d'Intérêt comme ceux non retenus à l'issue de l'évaluation des offres techniques et financières, devront être informés conformément à l'article 67 – 4 du NCMP et de l'article 85 du NCMP s'ils demandent les motifs du rejet de leurs offres ;
7. améliorer le degré de formalisation des procédures d'ouverture, d'évaluation des offres et d'attribution des marchés par la rédaction de procès - verbaux en bonne et due forme à chacune des étapes du processus de sélection des fournisseurs ;
8. mettre en œuvre les recommandations de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de passation des marchés et des documents de suivi de l'exécution du marché ;

1.3 TABLEAU RECAPITULATIF DES VIOLATIONS DU NCMP PAR MARCHE

Description	ENTENTES DIRECTES				
Nature des prestations	Fourniture et installation d'un système de réseau sans fil	Divers matériels bureautiques et prestations pour OCI	Matériels informatique pour administration OCI	Système de diffusion d'images LCD pour la conférence islamique	Couverture wifi et filaire de la conférence islamique
Attributaires	ELEXO	BUROTECH SA	SYSTEM PLUS	BCL	BCL
Montants des marchés en F CFA TTC	60 024 000	237 185 900	353 998 336	22 833 000	15 930 000
Motif d'urgence invoqué non conforme aux articles 75 et 76 du NCMP	✓	✓	✓	✓	✓
Contrôle des prix de revient non inclus dans le contrat en violation de l'article 75 du NCMP	✓	✓	✓	✓	✓

Description	Informatisation des formalités administratives (SAFI)
Attributaire	NEXEDI SA
Montants des marchés en F CFA TTC	119 423 514
Critères d'évaluation non indiqués de manière précise dans les demandes de manifestation d'intérêt en violation de l'article 59 du NCMP	✓
Candidats non retenus non informés en violation de l'article 67-4 du NCMP	✓
Violation des articles 83,84 et 85 sur la signature, l'approbation, la publication, l'attribution et l'information des candidats	✓

Description	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX				
Nature des prestations	Acquisitions ordinateurs DRP N° 3	Montage et installation des pylônes DRP N° 6	Fourniture de sacoches et ordinateurs portables DRP N° 22	Matériels photographie DRP N° 23	Acquisition ordinateurs DRP N° 24
Attributaires	STABURO	SINTEL SA	2 M	GIE TOUBA DIOR	STABURO
Montants des marchés en F CFA TTC	2 621 022	19 757 638	1 475 000	1 548 000	1 971 780
Non prévus dans le plan de passation des marchés (article 6 du NCMP)	✓	✓	✓	✓	✓
Candidats non retenus pas informés en violation de l'article 67-4 du NCMP	✓	✓	✓	✓	✓

Description	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX				
Nature des prestations	Réalisation film	Publicité Google Adwords	Portail de centre multimédia communautaire	Assistance du projet SAFI	Mission du projet SAFI
Attributaires	OPEN DREAM	Addbyclick	LIBRE TIC	ALINIS	COMMON SYS
Montants des marchés en F CFA TTC	6 966 263	1 740 500	3 422 000	24 804 780	24 780 000
Non prévus dans le plan de passation des marchés (article 6 du NCMP)	✓	✓	✓	✓	✓
Convocation aux membres de la commission des marchés non servie en violation de l'article 39 du NCMP	✓			✓	✓
Candidats non retenus pas informés en violation de l'article 67-4 du NCMP	✓			✓	✓

Description	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX				
Nature des prestations	Internet Gouvernemental	Entretien et nettoyage immeuble	Entretien et nettoyage	Matériel informatique et accessoires	Acquisition Scanner
Attributaires	Plateform Technologies	GIE Darou SALAM	GIE 3 M	EASY LINK	COMTECH
Montants des marchés en TTC	14 399 750	13 452 000	13 098 000	14 696 900	4 017 900
Non prévus dans le plan de passation des marchés (article 6 du NCMP)				✓	✓
Convocation non servie aux membres de la commission en violation de l'article 39 du NCMP		✓	✓		✓

Description	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX				
Nature des prestations	Réseau informatique et téléphoniques	Matériel Informatique	Interconnexion par fibre optique de 10 bâtiments du CHU de Fann	Câblage structure de 9 bâtiments CHU de Fann	Câblage Structure de cinq bâtiments Hôpital de St Louis
Attributaires	IT et TELECOM SOLUTIONS	YELLOW	SODIMEL	SODIMEL	SODIMEL
Montants des marchés en F CFA TTC	5 410 300	1 829 000	16 416 160	9 296 040	3 835 580
Non prévus dans le plan de passation des marchés (article 6 du NCMP)	✓	✓	✓	✓	✓
Candidats non retenus pas informés en violation de l'article 67-4 du NCMP	✓		✓	✓	✓

Description	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX			
Nature des prestations	Installation de vidéoconférence à l'UCAD	Fourniture onduleurs Galaxy Comet et	Site web Présidence	Installation de support de Mac Afee
Attributaires	Visio contact	Richard équipement	AK PROJET	ABLINK
Montants des marchés en F CFA TTC	2 973 624	25 885 070	2 889 500	22 925 000
Non prévus dans le plan de passation des marchés (article 6 du NCMP)	√		√	
Violation des articles 53 et 77 sur les seuils de passation		√		
Candidats non retenus pas informés en violation de l'article 67-4 du NCMP			√	√

Description	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX			
Nature des prestations	Fourniture onduleurs MGEUPS	Achat matériel réseau	Assurance Santé	Réseau informatique et
Attributaires	Richard équipement	Staburo	NSIA	Atlantic
Montants des marchés en F CFA TTC	27 807 054	2 873 389	31 186 040	6 842 230
Non prévus dans le plan de passation des marchés (article 6 du NCMP)		√	√	
Violation de l'article 53 du NCMP sur les seuils de passation	√			
Candidats non retenus pas informés en violation de l'article 67-4 du NCMP	√			

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2008 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

La mission a pour objectif principal de vérifier le processus de passation des marchés ainsi que les contrats signés entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- recommandations pour le futur.

2.3 TACHES DU CONSULTANT

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés financés au moyen des ressources internes de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budgets des collectivités locales), la formulation de recommandations tant au niveau

organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés.

Le consultant devra notamment :

- sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP)
- examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés
- formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP.
- le consultant devra assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

2.4 RAPPORTS ATTENDUS ET DUREE DE LA MISSION

1. Le Consultant devra produire
 - un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
 - un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent aussi être soumis sur support informatique (CD).
2. Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports du consultant doivent contenir, au moins, un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

SECTION 3

APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

3.1 REVUE DES TEXTES

Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA,
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics,
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP,
- décret 2007 - 547 portant créations de la DCMP,
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics,
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 e du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration,
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant règlement général sur la Comptabilité Publique,

3.2 ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'ADIE pour apprécier la capacité des structures à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du NCMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique,
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre,
- contrôle de la régularité des dépenses,
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés,

3.3 VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenus de l'ADIE avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

- la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation,
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes,
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels,
- au contenu des dossiers d'appel à candidatures,
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation technique des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation financière des offres,
- au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire,

- à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- au contenu des lettres de notification,
- à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis,
- à l'information des soumissionnaires non retenus,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement à l'application des clauses de pénalités,
- au contenu des contrats et au respect des dispositions relatives au paiement,
- au recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution), à leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et à leur durée de validité,
- à la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- à la réception effective des biens et services,
- aux paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles....

SECTION 4

RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DE NOS TRAVAUX

4.1 OBSERVATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.

L'Agence de l'Informatique de l'Etat (ADIE) est une structure autonome rattachée au Secrétariat Général de la Présidence de la République. Elle est chargée de mener et de promouvoir, en coordination avec les différents services de l'administration, les autres organes de l'Etat et les collectivités locales, tous types d'actions permettant à l'administration de se doter d'un dispositif cohérent de traitement et de diffusion de l'information, répondant aux normes internationales en matière de qualité, de sécurité, de performance et de disponibilité. Les missions spécifiques de l'ADIE comprennent :

- l'assistance aux administrations et aux démembrements de l'Etat et mise à disposition de son expertise.
- l'administration et la gestion de la sécurité de l'intranet administratif et du respect des normes et procédures relatives à la sécurité informatique sur l'ensemble des réseaux de l'administration
- la rationalisation des acquisitions et la gestion du patrimoine informatique de l'Etat
- la conception et mise en œuvre des projets informatiques de l'administration ;
- la coordination et la rationalisation des projets informatiques de l'administration ;
- la formation aux technologies de l'information et de la communication.

L'ADIE comprend deux organes que sont le Conseil de Surveillance et la Direction Générale. Le Conseil de Surveillance est chargé de suivre les activités de l'ADIE et d'approuver les documents soumis à son appréciation.

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du Plan de Passation des Marchés préparé par l'ADIE et transmis à la DCMP par l'entremise du Secrétariat Général de la Présidence de la République, de l'état d'exécution dudit plan et de l'Avis Général de Passation des Marchés. Le Plan de Passation des Marchés qui nous a été transmis ne prend pas en compte l'ensemble des marchés passés par l'ADIE. Vingt et une (21) DRP ont été exécutées en 2008 qui ne figuraient pas dans le PPM.

L'ADIE s'est dotée d'une Commission Interne des Marchés alors qu'elle est une agence sans personnalité morale. A ce titre, elle aurait dû se référer à la Commission des Marchés et à la Cellule de Passation des Marchés du Secrétariat Général de la Présidence de la République pour la conduite de ses opérations de passation des marchés.

Au cours de l'exercice sous revue, toutes les procédures de passation des marchés ont été entièrement conduites par la Commission Interne des Marchés de l'ADIE dont la constitution ne se justifie pas au regard du NCMP. Les membres de cette Commission des Marchés de fait n'ont pas été formés au NCMP et n'ont pas, a fortiori, fait de déclarations d'engagement quant au respect de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics (décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics).

Le classement des dossiers de passation des marchés n'a pas été effectué conformément aux instructions de l'ARMP en la matière ; c'est à partir des chronos de la comptabilité que les recherches ont été effectuées pour retrouver les éléments constitutifs des dossiers de passation des marchés.

Rappel des seuils applicables à l'ADIE en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007

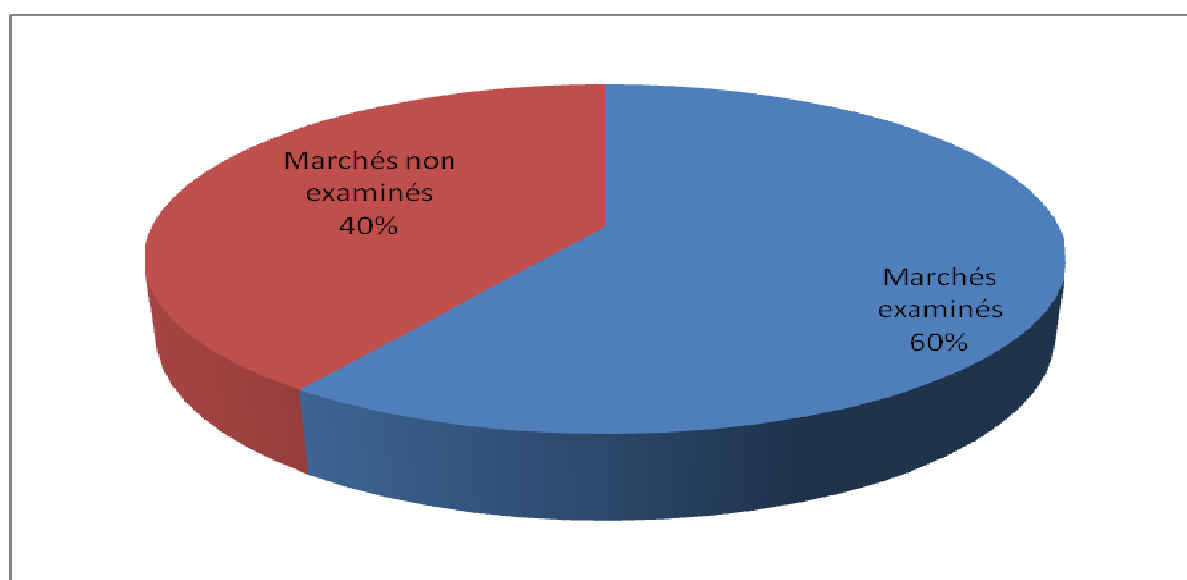
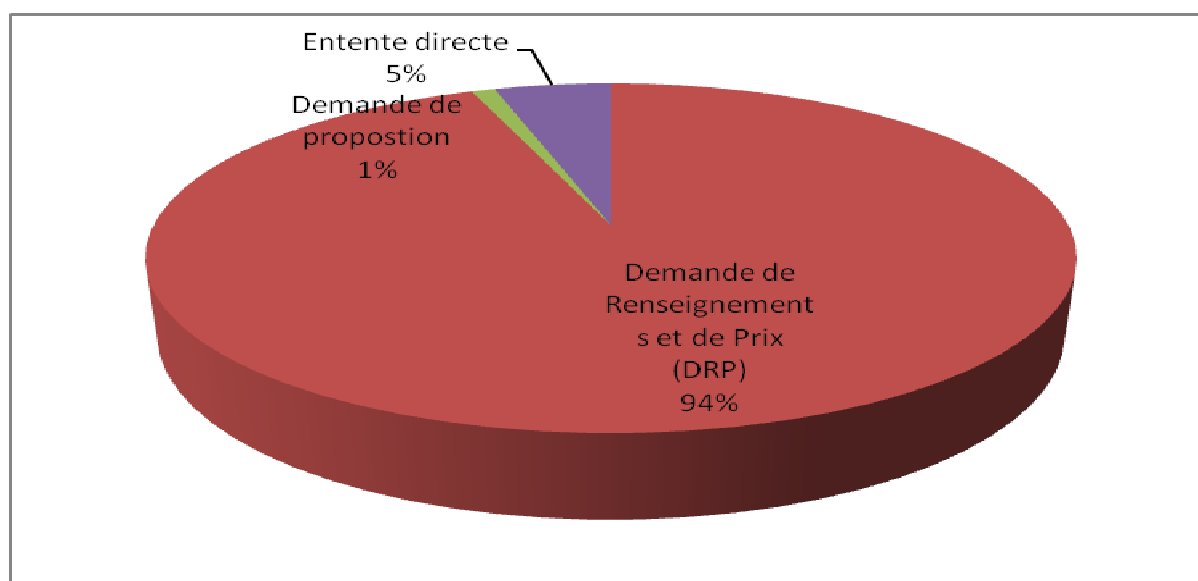
Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAPEV	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Travaux	25	250	100	800
Fournitures et services	15	150	40	400
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350

4.2 PERIMETRE COUVERT

La situation d'exécution du plan de passation des marchés de 2008 s'établit comme suit :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2008		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)						
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)	1	119 423 514	1	119 423 514	100%	100%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	97	1 065 106 274	29	308 920 530	29,90%	29,00%
Entente directe (ED)	5	689 971 236	5	689 971 236	100%	100%
TOTAL	103	1 874 501 024	35	1 118 315 280	33,98%	59,66%

La typologie des marchés passés en 2008 qui se présente comme suit illustre un recours massif à la procédure de Demande de Renseignements et de Prix alors que l'appel d'offres ouvert constitue, par principe, le mode de passation des marchés publics.



Nos travaux ont couvert en nombre 33,98 % des marchés exécutés en 2008 représentant 59,66 % de la valeur des marchés passés.

4.3 EXAMEN DES MARCHES

4.3.1 LES MARCHES CONCLUS A LA SUITE D'UNE ENTENTE DIRECTE

Conformément aux termes de référence de la mission, nos contrôles ont porté sur la totalité des marchés par entente directe.

Les anomalies identifiées dans les dossiers examinés se présentent comme suit :

- les cinq marchés conclus par entente directe approuvés par l'autorité compétente ne comportent pas de clauses relatives au contrôle spécifique des prix de revient durant l'exécution des prestations comme l'exige l'article 75 du NCMP. Outre l'absence de cette clause prévue dans le code, il faut signaler que son application reste difficile à mettre en œuvre en raison d'une part de la liberté qui est donnée aux entreprises en matière d'organisation et de structuration de leurs systèmes de comptabilité analytique et d'autre part de la difficulté de mettre en œuvre ces contrôles qui requièrent, dans certains cas, le recours à une expertise extérieure génératrice de coûts additionnels dont la prise en charge par l'autorité contractante n'est pas prévue dans les budgets. Une réflexion doit être menée dans la perspective du toilettage des textes sur la passation des marchés pour apprécier la pertinence de cette disposition ;
- des erreurs matérielles ont été identifiées dans le bordereau de notification du marché qui mentionne dans sa partie réservée au mode de passation qu'il s'agit d'un Appel d'Offres alors qu'on est dans le cadre d'une Entente Directe autorisée par la CNCA (réf : N° 890 du 31 décembre 2007).

Le tableau récapitulatif ci – après fait la synthèse des constatations :

Description	ENTENTES DIRECTES				
Nature des prestations	Fourniture et installation d'un système de réseau sans fil	Divers matériels bureautiques et prestations pour OCI	Matériels informatique pour administration OCI	Système de diffusion d'images LCD pour la conférence islamique	Couverture wifi et filaire de la conférence islamique
Attributaires	ELEXO	BUROTECH SA	SYSTEM PLUS	BCL	BCL
Montants des marchés en F CFA TTC	60 024 000	237 185 900	353 998 336	22 833 000	15 930 000
Documents de passation non versés dans le dossier (correspondances avec la DCMP, offres, lettres de consultations, ...)	✓	✓	✓	✓	✓
Motif d'urgence invoqué non conforme aux articles 75 et 76 du NCMP	✓	✓	✓	✓	✓
Contrôle des prix de revient non inclus dans le contrat	✓	✓	✓	✓	✓
Incohérence entre documents		✓	✓		
Marché conclu HT/HD alors qu'il devait être HTVA	✓				
Certificats administratifs établis avant la réalisation des prestations				✓	✓

Recommandations

- les prés – requis pour bénéficier d’une autorisation de passation de marchés par entente directe sont précisés dans les articles 75 et 76 du NCMP qui n’intègrent pas le motif d’urgence jadis invoqué pour recourir à ce mode de passation;
- les marchés par entente directe doivent toujours inclure une clause portant sur les obligations de transparence d’informations financières et comptables auxquelles le titulaire du marché sera soumis en vue de permettre ce contrôle (article 75). Toutefois, nous estimons que l’application de cette disposition du NCMP reste difficile à mettre en œuvre en raison d’une part, de la liberté donnée aux entreprises en matière d’organisation et de structuration de leurs systèmes de comptabilité analytique et d’autre part, de la difficulté de mettre en œuvre ces contrôles qui requièrent, dans certains cas, le recours à une expertise extérieure génératrice de coûts additionnels dont la prise en charge par l’autorité contractante n’est pas prévue dans les budgets.
- la procédure de passation de marché par entente directe ne doit pas strictement cibler un seul candidat. L’esprit de l’article 75 du NCMP recommande d’interroger au préalable plusieurs candidats avant de porter son choix sur un attributaire final.

ED N° 1 - FOURNITURES ET INSTALLATION D’UN SYSTEME DE RESEAU SANS FIL – MANAGEMENT ET CONFIGURATION DU DISPOSITIF

Marché N° : F 0030/08 Passé par entente directe

Souscrit le : 24 janvier 2008

Approuvé le : 31 janvier 2008

Date de notification : Non précisée

Délai d’exécution : 25 jours

Attributaire : ELEXO pour un montant de 60 024 000 F CFA HT

Non conformités identifiées

- le contrat a été approuvé par le Secrétaire Général Adjoint de la Présidence de la République et aucun document lui déléguant ce pouvoir d’approbation n’a été produit ;
- le dossier ne comprend pas les copies de la garantie de restitution d’avance (45 750 euros soit 50%) et de la garantie de bonne fin (4 575 euros soit 5%) ;
- une attestation de main - levée de garantie de bonne exécution a été donnée à ELEXO alors que le dossier ne comprend pas de procès verbal de réception des fournitures et de recette des installations ;

Recommandations

- le Secrétaire Général Adjoint de la Présidence de la République ne peut approuver un marché à la place du SG qu’à la condition qu’il y’ait une délégation formelle de ce pouvoir d’approbation sous peine de nullité ;

- veiller au classement des pièces relatives à l'exécution et au suivi des marchés dans les dossiers de passation des marchés et conformément aux instructions de l'ARMP en la matière.
- Verser les documents relatifs à la sélection dans le dossier

Commentaires de l'ADIE

- Le Secrétaire Général Adjoint de la Présidence, chargé des affaires administratives à délégation de signature par arrêté n°04676 du 29 mai 2009 dont copie ci jointe ;
- Les copies de toutes les cautions de ELEXO figuraient dans les dossiers et ont du échapper à votre attention : copie ci jointe ;
- La main levée délivrée à ELEXO est établie du fait de la réception effective des matériels et service (BL à l'appui, qui était dans le dossier : copie jointe) ;
- Pour le marché par entente directe, les « dossiers de passation... » consistent en des factures pro forma et quelques correspondances qui sont dans le dossier de marché.
- Le marché conclu HT /HD relève de la proposition de départ (pro forma, lettre de la CNCA) et du contrat qui dispose, en son article 5, qu'il appartient à l'Administration de dédouaner les matériels, malgré l'erreur de l'article 3 qui mentionne HTVA.

Appréciation du Cabinet

- Il ne suffit pas de citer un arrêté portant délégation de signature sans en produire la copie ; par ailleurs ledit arrêté date du 29 mai 2009 alors que notre revue porte sur les marchés signés en 2008. Notre observation et la recommandation y relative sont maintenues.
- la garantie de restitution d'avance produite par l'ADIE se chiffre à 13 725 euros représentant 15% du montant global du marché en lieu et place des 50% payés au fournisseur. Par ailleurs, nous prenons bonne note de la production de la copie de la garantie de bonne exécution ;
- après examen des documents de livraison transmis par l'ADIE, il s'avère que la délivrance de la main levée était justifiée
- apporter les éléments de preuves relatifs aux correspondances mentionnées ci-avant ;
- veiller à l'exactitude des mentions inscrites dans le contrat.

ED N° 2 - ACQUISITION DE DIVERS MATERIELS INFORMATIQUES POUR L'ORGANISATION DE LA CONFERENCE ISLAMIQUE

N° marché : F 0035/08.

Contrat Souscrit le : 17 janvier 2008. D'après le contrat, ce marché est régi par le décret 2002 - 550 du 30 mai 2002 portant « code des marchés publics ».

Approbation : 06 février 2008

Attributaire : SYSTEMS PLUS pour un montant de 353 998 336 F CFA TTC.

Non conformités identifiées

- le contrat souscrit le 17 janvier et approuvé le 22 janvier 2008 spécifie que le marché est régi par le décret 2002 – 550 du 30 mai 2002 portant code des marchés ;

- un écart de 200 000 F CFA a été identifié entre le montant de la TVA figurant sur l'attestation de précompte 10 599 950 F CFA et la fiche de dépense qui enregistre un montant de 10 799 950 F CFA ;
- la garantie de bonne exécution et les bordereaux de livraison ne sont pas joints au dossier pour certifier la réception effective du matériel et justifier les paiements ;

Recommandations

- veiller à être suffisamment précis dans la rédaction des clauses contractuelles pour éviter les litiges sur les textes applicables. Quand bien même le contrat a été attribué sous le régime du décret de 2002, il n'en demeure pas moins que dans sa phase d'exécution, il doit être soumis au décret de 2007 portant NCMP puisque notifié après la date d'entrée en vigueur du NCMP. C'est seulement au cas où il avait été notifié antérieurement à la date d'entrée en vigueur du nouveau décret qu'il aurait été régi, pour son exécution, par le décret 2002 – 550 du 30 mai 2002 et ceci conformément aux dispositions de l'article 151 alinéa 1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant NCMP.
- veiller à la cohérence des informations financières et au correct report des montants sur les documents ;
- veiller à l'archivage et au classement des documents de passation des marchés conformément aux instructions de l'ARMP ;

Commentaires de l'ADIE

- Pour le marché par entente directe, les « dossiers de passation... » consistent en des factures pro forma et quelques correspondances qui sont dans le dossier de marché
- Le marché de SYSTEM Plus a été finalisé par la DCMP qui s'installait : la modification du contexte de référence a dû lui échapper alors que sur le marché de BUROTECH le correctif était apporté ;
- L'écart entre l'attestation de précompte de TVA (10 599 950 F CFA) et la fiche de dépenses (10 799 950 F CFA) procède d'une erreur de report qui a dû être corrigée sur l'attestation remise à SYSTEM PLUS, les bordereaux de livraison sont disponibles et un PV modèle n° 3 avait été établi. Et versé au dossier (copie jointe).
- Pour le marché de SYSTEM PLUS, les bordereaux de livraisons sont disponibles et un PV modèle n° 3 avait été établi et versé au dossier (copie jointe) ;

Appréciation du Cabinet

- les correspondances mentionnées ne figurent pas dans le dossier de passation de marché.
- les dispositions du NCMP doivent s'appliquer aux clauses relatives à l'exécution du marché.
- la preuve de la correction de l'anomalie n'a pas été apportée.
- l'examen des documents transmis par l'ADIE n'a révélé aucune anomalie.

ED N° 3 - ACQUISITION DE MATERIELS BUREAUTIQUES ET PRESTATIONS DE SECRETARIAT ET DE REPROGRAPHIE POUR LA CONFERENCE ISLAMIQUE

Avis favorable de la CNCA : 28 décembre 2007

Date de souscription : 28 janvier 2008

Date d'approbation : 21 février 2008

Date de notification : 28 février 2008

Attributaire : **BUROTECH** pour un montant de 237 185 900 F CFA TTC.

Non conformités identifiées

- le dossier de passation ne comporte pas de copie de la garantie de bonne exécution, ni de la lettre de garantie des équipements livrés. Nous avons également relevé que l'article 6 du contrat relatif au cautionnement stipule que « la main levée de ce cautionnement interviendra dès la réception définitive des équipements : au plus tard un mois passé ce délai, la main levée sera considérée comme acquise de fait ».
- le contrat fait référence au décret 2002 – 550 du 30 mai 2002 portant code des marchés alors qu'il a été approuvé après la mise en vigueur du NCMP.
- des erreurs matérielles ont été identifiées dans le bordereau de notification du marché qui mentionne dans sa partie réservée au mode de passation qu'il s'agit d'un Appel d'Offres alors qu'on est dans le cadre d'une Entente Directe autorisée par la CNCA (réf : N° 890 du 31 décembre 2007).

Recommandations

- modifier le libellé de la clause contractuelle relative à la main levée pour se conformer aux règles en vigueur puisque une main levée ne peut être acquise de fait et doit procéder d'un acte rédigé par la Personne Responsable du Marché conformément à des règles précises après que la réception conforme a été faite par les personnes habilitées et documentée dans un procès verbal de réception;
- matérialiser les réceptions tant provisoires que définitives par des procès verbaux en bonne et due forme classés dans les dossiers de passation des marchés;
- veiller à être suffisamment précis dans la rédaction des clauses contractuelles pour éviter les litiges sur les textes applicables. Comme indiqué si avant, bien que le contrat a été attribué sous le régime du décret de 2002, il n'en demeure pas moins que dans sa phase d'exécution, il doit être soumis au décret de 2007 portant NCMP puisque notifié après la date d'entrée en vigueur du NCMP. C'est seulement au cas où il avait été notifié antérieurement à la date d'entrée en vigueur du nouveau décret qu'il aurait été régi, pour son exécution, par le décret 2002 – 550 du 30 mai 2002 et ceci conformément aux dispositions de l'article 151 alinéa 1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant NCMP.
- Veiller à ce que les termes relatifs aux procédures de passation de marchés soient cohérents.

Commentaires de l'ADIE

- sur le bordereau de notification du marché de BUROTECH, la DCMP a effectivement mentionné par erreur « marche par appel d'offres » alors que tous les autres documents du marché indiquent « Marché par entente directe » : nous aurions du faire corriger par la DCMP.
- pour le marché par entente directe, les « dossiers de passation... » consistent en des factures pro forma et quelques correspondances qui sont dans le dossier de marché

Appréciation du Cabinet

- veiller à ce que les termes utilisés dans les documents de passation de marchés soient appropriés.
- verser les correspondances dans le dossier de passation de marché.

ED N° 4 - SYSTEME DE DIFFUSION D'IMAGES LCD AU MERIDIEN POUR L'OCI ED N° 5 - COUVERTURE WIFI ET FILIAIRE DE LA CONFERENCE ISLAMIQUE

Date de souscription : Contrat non daté

Date d'approbation : Non indiquée

Date de notification : Non indiquée

Attributaire : BCL pour les montants respectifs de 22 833 000 F CFA et 15 930 000 F CFA

Non conformités identifiées

- les contrats avec ce prestataire ont été conclus par ententes directes non autorisées en violation des dispositions des articles 75 et 76 du NCMP ;
- les certificats administratifs attestant les services faits sont datés du 20 février 2008 pour des prestations censées être fournies en mars 2008. Lesdits certificats libellés comme suit attestent: « la réalité des frais de diffusion d'images sur écran LCD, à l'hôtel Méridien par la société BCL pour la période du **1^{er} mars au 16 mars 2008 ...** » et « la réalité de la mise à disposition d'une infrastructure internet filaire et WIFI à l'hôtel Méridien par la société BCL pour la période du **1^{er} mars au 16 mars 2008** » ;
- une avance de 50 % du montant du marché non couverte par une garantie bancaire à due concurrence a été payée au prestataire en violation des dispositions de l'article 94 du NCMP.

Recommandations

- se conformer aux dispositions des articles 75 et 76 du NCMP qui régissent les ententes directes ;
- avoir le souci de l'exactitude et de la cohérence des dates des différents documents de passation des marchés ;
- se conformer aux règles édictées par le NCMP en matière de paiement d'avances et veiller au classement des dossiers conformément aux instructions de l'ARMP.

Commentaires de l'ADIE

- pour le marché par entente directe, les « dossiers de passation... » consistent en des factures pro forma et quelques correspondances qui sont dans le dossier de marché
- les certificats administratifs sont délivrés au moment de payer des acomptes sur des prestations en cours, pour lesquels, il ne peut pas être encore établi de PV de réception définitive ;
- pour les certificats administratifs datés du 20 février 2008 relatifs au contrat de BCL pour des prestations devant être fournies en Mars 2008 : il ne s'agit pas d'attestation de services fait, mais surtout de certification d'engagement d'un service en cours dont le paiement effectué constitue un acompte de ce qui a été fait en anticipation sur la prestation, après le service fait, un PV de réception Technique définitive est établi et joint au dossier de règlement du solde ;
- les paiements faits à BCL ne consistent pas en une avance à cautionner, mais en un acompte sur les prestations déjà effectuées.

Appréciation du Cabinet

- verser toutes les correspondances dans le dossier de passation de marché.
- les certificats administratifs sont délivrés pour certifier l'effectivité d'une prestation.
- Se conformer aux clauses contractuelles pour effectuer des règlements.

4.3.2 LE MARCHE CONCLU A LA SUITE D'UNE DEMANDE DE PROPOSITIONS

Les anomalies identifiées se présentent comme suit :

- la DMI ne comporte pas d'informations sur les modalités d'évaluation de leurs dossiers de candidature comme l'exige l'article 59 du NCMP ;
- les critères d'évaluation de la manifestation d'intérêt portant sur le recrutement d'un consultant pour l'informatisation des procédures de l'administration ne sont pas indiqués de façon précise dans l'avis à manifestation parue dans le journal « Le Soleil » des 09 et 10 décembre 2006 ;
- le support de publicité de l'appel à manifestation d'intérêt n'est pas versé au dossier ;
- les candidats non retenus à l'issue de l'évaluation des réponses à la manifestation d'intérêt n'ont pas été informés conformément aux dispositions des articles 67 – 4 et 85 du NCMP ;

La synthèse des anomalies identifiées dans le dossier examiné se présente comme suit :

Description	Informatisation des formalités administratives (SAFI)
Attributaire	NEXEDI SA
Montants des marchés en F CFA TTC	119 423 514
Convocation des membres de la commission des marchés non formalisée	✓
Documents de passation non versés dans le dossier	✓
Critères d'évaluation non indiqués de manière précise dans les demandes de manifestation d'intérêt	✓
Candidats non retenus non informés	✓

Recommandations

- les critères d'évaluation des manifestations d'intérêt de même que ceux d'offres techniques et financières doivent être bien précis dans les documents de publicité, les termes de référence, les cahiers de charges, les DAC en général afin d'éviter toute complaisance dans le classement ou la notation des candidats (article 59 du NCMP) ;
- les candidats non retenus à l'issue de la Manifestation d'Intérêt comme ceux non retenus à l'issue de l'évaluation des offres techniques et financières, devront être informés conformément à l'article 67 – 4 du NCMP et de l'article 85 du NCMP s'ils demandent les motifs du rejet de leurs offres.

Commentaires de l'ADIE

- notons que le marché en question a été lancé et conclu au courant de 2007 et la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'était pas requise ;
- dans la DMI, des indications sont données sur les critères d'appréciation sans le barème de notation ; pour le dossier d'appel d'offres aussi bien les critères que le barème ont été bien explicités ;
- en son temps, les candidats retenus dans ce type de consultation sont inquisitions en même temps que les membres de la commission par courriers versés au dossier, à la séance d'ouverture des offres financières, et adjudication (attribution)

Appréciation du Cabinet

- nous prenons acte du commentaire ;
- les critères d'évaluation des manifestations d'intérêt doivent être plus précis,
- commentaire pris en compte.

4.3.3 LES MARCHES CONCLUS A LA SUITE D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Le tableau récapitulatif des DRP qui nous a été transmis comporte 97 DRP pour un montant total estimé à 1 065 106 274 F CFA. Nos vérifications ont porté sur un échantillon de 29 DRP estimées à 308 920 530 F CFA soit un taux de couverture de 29,90 % en nombre et 29 % en valeur.

Les anomalies identifiées dans les dossiers examinés se présentent comme suit :

- beaucoup de factures pro - forma produites à l'appui des consultations ne sont pas acceptables par ce qu'elles ne répondent pas aux conditions de forme que doit remplir une facture : (NINEA non mentionné, N° Registre de Commerce non indiqué, etc.).
- un marché d'assistance à la maîtrise d'ouvrage déléguée a été passé avec la société ALINIS pour la mise en œuvre du projet SAFI en violation des dispositions de l'article 79 du NCMP ;
- le contrat d'assistance à la maîtrise d'ouvrage déléguée et à la gestion du Projet SAFI signé avec la société COMMONSYS est classé dans les DRP alors qu'il s'agit en réalité d'une entente directe non autorisée avec une société propriété d'un ex – consultant de l'ADIE qui avait la charge du pilotage dudit projet pendant la durée de son contrat ;
- le contrat signé avec SINTEL pour la confection des socles et des pylônes destinés à recevoir le dispositif de communication sans fil fourni par ELEXO est classé dans les DRP alors qu'il s'agit d'une entente directe avec le partenaire présenté par ELEXO ;
- les dossiers de passation des marchés ne sont pas classés conformément aux directives de l'ARMP en la matière ;
- la DRP relative à la fourniture de matériel informatique a été attribuée à EASYLINK qui a fait une offre de 14 696 900 F CFA le 12 juin 2008 alors que tous les autres soumissionnaires ont établi leur offre entre le 27 et le 28 mai pour des montants qui dépassent légèrement les 15 millions de F CFA au-delà desquels l'appel d'offres est requis. Il s'agit sans aucun doute d'un habillage d'une procédure tronquée ;
- deux achats fractionnés d'onduleurs ont été effectués par DRP auprès de Richard Equipement pour des montants respectifs de 25 885 070 F CFA et 27 807 054 F CFA dépassant les seuils de passation des marchés par appel d'offres en violation des dispositions de l'article 53 et 77 du NCMP relatif aux seuils de passation des marchés ;
- la consultation des fournisseurs n'est pas toujours formalisée et les dossiers administratifs ne sont pas exigés aux prestataires conformément aux articles 43, 45 et 46 du NCMP ;
- la convocation des membres de la commission des marchés n'est pas formalisée ;
- les avances sont souvent payées en violation des dispositions de l'article 94 du NCMP ;

Les constatations sont présentées de manière spécifique pour quelques une des DRP faisant partie de l'échantillon testé et les tableaux de synthèse ci – après font le résumé de l'ensemble des anomalies identifiées.

DRP N°1 - TRAVAUX DE FABRICATION DE SOCLES ET DE PYLONES POUR LES ANTENNES DU RESEAU WI FI DE L'OCI

Attributaire : SINTEL pour un montant de 19 757 638 F CFA

Non conformité identifiée

- le marché a été attribué sans consultation à SINTEL pour des impératifs de délai. Il n'a pas été soumis à l'autorisation préalable de la Direction Centrale des Marchés Publics.

Recommandation

- le nouveau code des marchés publics n'autorise le recours à la procédure d'entente directe que dans les conditions prévues aux articles 75 et 76 du NCMP ;

Commentaires de l'ADIE

- il s'agit en fait de deux acquisitions de natures différentes. Il conviendrait de les présenter séparément.

Appréciation du Cabinet

- deux commandes fractionnées ont été passées pour un seul et unique marché puisque les pylônes sont montés sur les socles (semelles et poteaux). Nous maintenons l'observation formulée.

DRP N° 2 - ASSURANCE SANTE GARANTIE COMPLETE

Date d'approbation : Contrat signé le 26 mars 2008

Attributaire : NSIA pour un montant TTC de 31 186 040 F CFA

Non conformités identifiées

- le contrat d'assurance a été renouvelé par tacite reconduction pour la troisième fois alors un nouvel appel à la concurrence aurait dû être lancé pour la couverture médicale du personnel.

Recommandations

- les délais de résiliation sont précisés dans les clauses contractuelles et les actions idoines doivent être prises à temps pour ne pas mettre l'ADIE en situation de devoir renouveler un contrat en violation de l'article 14 du NCMP.

Commentaires de l'ADIE

- DRP n°2 – NSIA : Depuis 2007, L'ADIE n'a pu payer la prime d'assurance ni à l'avance comme requis, ni au courant de l'année, mais à la limite. Cette situation ne permettait pas d'envisager de rompre ne serait ce temporairement le contrat, au risque

de créer une situation conflictuelle avec le prestataire, mais également de créer un défaut de prise en charge pour le personnel ;

Appréciation du Cabinet

- nous prenons acte des explications fournies mais nous maintenons notre observation et la recommandation subséquente.

DRP N° 3 - GESTION ET DIFFUSION DE PUBLICITE - GOOGLE ADWORDS

Attributaire : ADDBYCLICK pour un montant de 1 475 000 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- une avance de 50 % du montant du marché non couverte par une garantie bancaire à due concurrence a été payée au prestataire en violation des dispositions de l'article 94 du NCMP ;

Recommandations

- se conformer aux règles édictées par le NCMP en matière de paiement d'avances.

Commentaires de l'ADIE

- DRP n° 3 ADDBYCLICK avait entièrement fini la prestation au moment où il recevait un paiement partiel (défaut de trésorerie) : il ne s'agit pas d'une avance. Notons qu'il s'agit d'une acquisition directe sans concurrence ;

Appréciation du Cabinet

- se conformer aux conditions de règlement contractuelles.

DRPN°4 : MATERIEL INFORMATIQUE ET DIVERS

Attributaire : EASYLINK pour un montant de 14 685 100 F CFA

Non conformité identifiée

- EASYLINK a fait une offre de 14 696 900 F CFA le 12 juin 2008 (deux semaines après ses concurrents) alors que tous les autres soumissionnaires ont établi leur offre entre le 27 et le 28 mai pour des montants qui dépassent légèrement les 15 millions de F CFA au - delà desquels l'appel d'offres est requis. Il s'agit sans aucun doute d'un habillage d'une procédure tronquée. Les factures pro forma présentées sont les suivantes :
 - EASY LINK : 14 696 900 TTC datée du 12/06/2008
 - SENEGAL REPROGRAPHIE : 15 681 610 TTC datée du 27/05/2008

- GENERAL SERVICE SENEGAL : 15 410 800 TTC datée du 27/05/2008
- TOUBA IMPRIMERIE : 15 264 480 TTC datée du 28/05/2008
- Ets TOUBA SAR SARA : 15 915 250 datée du 28/05/2008

Recommandation

- Veiller à la transparence et à l'équité dans les opérations de sélection des fournisseurs

Commentaires de l'ADIE

- la date limite du 15 Juin 2008 a été donnée pour le dépôt des propositions ;

Appréciation du Cabinet

- le constat est que l'offre du moins disant vient après celles des quatre autres soumissionnaires et aucun document ne vient confirmer que la date de dépôt était prévue pour le 15 juin 2008.

DRP N°5 : FOUNTURES INFORMATIQUES (ONDULEURS GALAXY ET COMET)

Attributaire : RICHARD EQUIPEMENT pour un montant de 25 885 070 TTC

Non conformités identifiées :

- les prix mentionnés dans le procès verbal de dépouillement du 3 avril 2008 signé par le Directeur de l'Exploitation ne sont pas conformes à ceux figurant sur les factures pro forma présentés par les soumissionnaires au nombre de trois alors que la procédure de DRP prévoit la production d'au moins cinq factures pro forma. En fait les offres de CASSIS FROID et de MOBICOM se chiffrent respectivement à 29 137 046 F CFA TTC et 31 524 748 F CFA alors que le procès verbal de dépouillement les chiffre à 28 318 057 F CFA et 30 921 127 F CFA. Notons que l'offre de l'attributaire ne figure pas dans le dossier ;
- le montant du marché attribué à RICHARD EQUIPEMENT dépasse le seuil des marchés admissibles à la procédure de DRP ;
- les bordereaux de livraison datent du 21 février 2008 et du 8 avril 2008

Recommandations

- consigner dans les procès verbaux des informations exactes reflétant fidèlement celles fournies par les soumissionnaires ;
- se conformer aux dispositions des articles 53 et 77 du NCMP dans le choix des modes de passation des marchés

Commentaires de l'ADIE

- RICHARD EQUIPEMENT : le seuil de 30 millions a été considéré

Appréciation du Cabinet

- le seuil de passation de marché pour les fournitures est de 15 000 000 conformément à l'article 53 du NCMP concerne les marchés des sociétés nationales, les sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale. Par ailleurs l'ADIE est une agence sans personnalité morale. Observations et recommandations maintenues

DRP N° 6 : FOURNITURES EQUIPEMENTS INFORMATIQUES (ONDULEURS MGE UPS)

Attributaire : RICHARD EQUIPEMENT pour un montant de 27 807 054 TTC

Non conformités identifiées :

- les factures pro forma présentées par les trois soumissionnaires, en lieu et place des cinq requises, datent du 14 décembre 2007 pour Richard Equipement (27 807 054 F CFA TTC), du 29 décembre 2007 pour MOBICOM (31 203 042 F CFA) et du 05 décembre 2007 pour Cassis Froid (29 290 406 F CFA TTC). Le procès verbal de réception technique est daté du 15 janvier 2008 bien avant la date du bordereau de livraison (23 avril 2008) et de la fiche d'intervention (25 avril 2008). L'incohérence des dates de livraison et de réception technique fait peser une incertitude sur la régularité de cette procédure proscrite par l'article 44 du Codes des Obligations de l'Administration ;
- le montant du marché attribué dépasse le seuil des DRP dont la mise en œuvre est encadrée par les articles 53 et 77 du NCMP ;
- des frais de déplacement non prévus dans l'offre de l'attributaire et estimés à 1 432 520 F CFA TTC ont été facturés à l'ADIE. Notons que ces frais sont inclus dans les offres des autres soumissionnaires éliminés lors de l'évaluation posant le problème de la comparabilité des offres reçues et de la nécessaire formalisation de la procédure de consultation ;
- aucune indication ne figure dans le dossier relatif à l'information des soumissionnaires conformément aux dispositions de l'article 67-4 du NCMP.

Recommandations

- se conformer aux dispositions des articles 53 et 77 du NCMP et de l'article 44 du COA ;
- formaliser les procédures de consultation et veiller à la comparabilité des offres en n'introduisant pas de nouveaux prix (frais de déplacement) pour ne pas biaiser la procédure d'évaluation des offres des soumissionnaires
- informer les soumissionnaires conformément aux prescriptions du NCMP.

Commentaires de l'ADIE

- pour la première anomalie citée, les dates relevées pour les pro forma sont erronées, les bonnes dates sont respectivement : 14 décembre 2007 pour RICHARD, 29 décembre 2007 pour MOBICOM et 05 décembre 2007 pour CASSIS,

Appréciation du Cabinet

- L'incohérence réside dans l'antériorité du procès verbal de réception technique (15 janvier 2008) par rapport au bordereau de livraison (23 avril 2008) et à la fiche d'intervention (25 avril 2008).

Description	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX				
Nature des prestations	Acquisitions ordinateurs DRP N° 3	Montage et installation des pylônes DRP N° 6	Fourniture de sacoches et ordinateurs portables DRP N° 22	Matériels photographie DRP N° 23	Acquisition ordinateurs DRP N° 24
Attributaires	STABURO	SINTEL SA	2 M	GIE TOUBA DIOR	STABURO
Montants des marchés en F CFA TTC	2 621 022	19 757 638	1 475 000	1 548 000	1 971 780
Non prévus dans le plan de passation des marchés (article 6 du NCMP)	✓	✓	✓	✓	✓
Convocation aux membres de la commission des marchés non servie	✓	✓	✓	✓	✓
Documents non versés dans le dossier	✓	✓	✓	✓	✓
Insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires	✓	✓	✓	✓	✓
Candidats non retenus pas informés	✓	✓	✓	✓	✓

Description	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX				
Nature des prestations	Réalisation film	Publicité Adwords Google	Portail de centre multimédia communautaire	Assistance du projet SAFI	Mission du projet SAFI
Attributaires	OPEN DREAM	Adbyclick	LIBRE TIC	ALINIS	COMMONSYS
Montants des marchés en F CFA TTC	6 966 263	1 740 500	3 422 000	24 804 780	24 780 000
Non prévus dans le plan de passation des marchés (article 6 du NCMP)	✓	✓	✓	✓	✓
Convocation aux membres de la commission des marchés non servie	✓			✓	✓
Documents importants (lettre de saisine, offres...) non versés dans le dossier	✓			✓	✓
Insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires	✓			✓	✓
Candidats non retenus pas informés	✓			✓	✓

Description	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX				
	Internet gouvernemental	Entretien et nettoyage immeuble	Entretien et nettoyage	Matériel informatique et accessoires	Acquisition scanner
Attributaires	Plateform technologies	GIE Darou SALAM	GIE 3 M	EASY LINK	COMTECH
Montants des marchés en TTC	14 399 750	13 452 000	13 098 000	14 696 900	4 017 900
Non prévus dans le plan de passation des marchés (article 6 du NCMP)				✓	✓
Convocation non servie aux membres de la commission		✓	✓		✓
Documents importants (lettre de saisine, offres, Procès verbaux ...) non versés dans le dossier		✓	✓		✓
Insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires		✓	✓		✓
Facture pro format sans les mentions obligatoires		✓	✓		
Mentions incomplètes dans les procès verbaux					✓
Paiement des prestations non conforme aux règles fixées dans le contrat		✓	✓		
Incohérence entre documents du marché			✓		
Livraison non conforme à la commande					✓
Extension des prestations sans avenant				✓	
Commande sans forme écrite					✓

Description	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX				
Nature des prestations	Réseau informatique et téléphoniques	Matériel Informatique	Interconnexion par fibre optique de 10 bâtiments du CHU de Fann	Câblage structure de 9 bâtiments CHU de Fann	Câblage Structure de cinq bâtiments Hôpital de St Louis
Attributaires	IT et TELECOM SOLUTIONS	YELLOW	SODIMEL	SODIMEL	SODIMEL
Montants des marchés en F CFA TTC	5 410 300	1 829 000	16 416 160	9 296 040	3 835 580
Non prévus dans le plan de passation des marchés (article 6 du NCMP)	√	√	√	√	√
Convocation aux membres de la commission des marchés non servie	√		√	√	
Documents non versés dans le dossier	√		√	√	
Insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires	√		√	√	
Candidats non retenus pas informés	√		√	√	√
Procès verbaux non dressés	√				
Mentions incomplètes dans les procès verbaux		√			
Paieement des prestations non conforme aux règles fixées dans le contrat	√				
Contrat non daté			√	√	√
Livraison non conforme à la commande	√				
Extension des prestations sans avenant formalisé	√				
Commande n'a pas donné lieu à une forme écrite	√				

Description	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX			
Nature des prestations	Installation de vidéoconférence à l'UCAD	Fourniture onduleurs Galaxy et Comet	Site web Présidence	Installation de support de Mac Afee
Attributaires	Visio contact	Richard équipement	AK PROJET	ABLINK
Montants des marchés en F CFA TTC	2 973 624	25 885 070	2 889 500	22 925 000
Non prévus dans le plan de passation des marchés (article 6 du NCMP)	√		√	
Insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires				
Candidats non retenus pas informés			√	√
Contrat non daté	√	√		

Description	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX			
Nature des prestations	Fourniture onduleurs MGEUPS	Achat matériel réseau	Assurance Santé	Réseau informatique et
Attributaires	Richard équipement	Staburo	NSIA	Atlantic
Montants des marchés en F CFA TTC	27 807 054	2 873 389	31 186 040	6 842 230
Non prévus dans le plan de passation des marchés (article 6 du NCMP)		√	√	
Candidats non retenus pas informés	√			
Extension des prestations sans avenant formalisé	√			

ANNEXE 1 : MARCHES CONCLUS PAR ENTENTE DIRECTE

Intitulé du marché	Titulaire	Montant
Système de diffusion d'images LCD conférence islamique	BCL	22 833 000
Couverture WIFI et Filaire conférence islamique	BCL	15 930 000
Acquisition de divers matériels bureautiques et prestations CI	BUROTECH	237 185 000
Fourniture et installation d'un système de réseau sans fil	ELEXO	70 823 677
Acquisition divers matériels informatiques OCI	SYSTEMS PLUS	353 998 336
Total		689 971 236

ANNEXE 2 :
MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE PROPOSITION

Intitulé du marché	Titulaire	Montant
Informatisation des formalités administratives (projet SAFI)	NEXEDI SA	119 423 514
Total		119 423 514

ANNEXE 3 :
CONTRATS CONCLUS PAR DRP EXAMINEES

Intitulé du marché	Titulaire	Montant TTC
Interconnexion fibre optique CHU Fann	SODIMEL	16 416 160
Câblage structure hôpital St Louis	SODIMEL	3 835 590
Câblage structure CHU Fann	SODIMEL	9 296 040
Publicité Google adwords	AdByClick	1 740 500
Réalisation et production film ADIE	OPEN DREAM	6 966 263
Portail des centres multimédia communautaire	LIBRE TIC	3 422 000
Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage sur le projet SAFI	ALINIS	24 804 780
Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage sur le projet SAFI	COMMONSYS	24 780 000
Entretien et nettoyage immeuble	GIE Darou S.	13 452 000
Entretien et nettoyage immeuble	GIE 3 M	13 098 000
Achat matériels informatiques	STABURO	2 621 022
Matériels informatiques et accessoires	EASY LINK	14 696 900
Matériels informatiques	YELLOW	1 829 000
Site web Présidence	AK PROJET	2 889 500
Installations de support de Mac Afee	ABLINK	22 925 000
Internet gouvernemental	PLATFORM TECH	14 399 750
Installation de solution vidéo conférence à l'UCAD	VISIO CONTACT	2 973 624
Fournitures onduleurs GALAXY et COMET	RICHARD EQUIP	25 885 070
Fournitures onduleurs MGE UPS	RICHARD EQUIP	27 807 054
Fournitures de sacoches ordinateurs portables	2M	1 475 000
Acquisition matériel photographe	GIE TOUBA DIOR	1 548 000
Achat matériels informatiques	STABURO	1 971 780
Acquisition 08 scanners série 5590	COMTECHS	4 017 900
Matériel réseau	STABURO	2 873 389
Assurance santé	NSIA	31 186 040
Réseaux informatiques et téléphoniques IAG	ATLANTIC T.	5 410 300
Réseaux informatiques et téléphoniques cabinet Ministre d'Etat S.D	ATLANTIC T.	6 842 230
Total		289 162 892

ANNEXE 4 :
REPARTITION PAR FOURNISSEUR DES DRP EXAMINEES

RECAPITULATION PAR FOURNISSEUR	MONTANTS
RICHARD EQUIP	53 692 124
NSIA	31 186 040
SODIMEL	29 547 790
ALINIS	24 804 780
Commosys	24 780 000
ABLINK	22 925 000
EASY LINK	14 696 900
PLATFORM TECH	14 399 750
GIE DAROU SALAM	13 452 000
GIE 3 M	13 098 000
ATLANTIC T.	12 252 530
STABURO	7 466 191
OPEN DREAM	6 966 263
COMTECHS	4 017 900
LIBRE TIC	3 422 000
VISIO CONTACT	2 973 624
AK PROJET	2 889 500
YELLOW	1 829 000
AdByClick	1 740 500
GIE TOUBA DIOR	1 548 000
2M	1 475 000
Total	289 162 892

ANNEXE 5 :
CUMUL DES DRP PAR TYPES D'ACQUISITION

CUMUL DES ENGAGEMENTS PAR TYPE D'ACQUISITION	MONTANTS
Matériel informatique	80 303 726
Mission projet SAFI (Informatisation des formalités administratives)	49 584 780
Réseaux informatiques et téléphoniques	38 050 919
Assurance santé	31 186 040
Interconnexion et câblage	29 547 790
Nettoisement immeuble	26 550 000
Centre multimédia	23 684 874
Communication et publicité	8 706 763
Acquisition matériel photographique	1 548 000
	289 162 892